



Montreuil le 20 avril 2020

Communication de l'UFR Métallurgie aux bases UFR

Des besoins nouveaux s'expriment parmi la population et les retraités !

La crise sanitaire actuelle accélère la crise économique et financière qui désormais marque régulièrement l'économie mondiale induit par une croissance portée par un capitalisme financier mondialisé. Mais l'urgence sanitaire fait passer au second plan l'ébranlement économique avec un recul du PIB de 8% et une baisse de 40% de l'activité industrielle dans le pays. Les conséquences économiques et sociales n'en sont que plus dangereuses. Emmanuel Macron ne parle plus de « pognon de dingue », de « réduction du déficit » ou de « premier de cordée ». Il a même mis en suspend son projet de retraite par point.

Le gouvernement découvre les conséquences des coups portés depuis plusieurs années à notre protection sociale, particulièrement à l'hôpital public et à la recherche fondamentale notamment sur les virus, ralentie, voire arrêtée, faute de moyen financiers. Au nom de la sainte loi financière, combien de lits supprimés, de moyens enlevés aux EHPAD, d'emplois supprimés, de fermeture de services et d'hôpitaux rayés de la carte ? Des économies drastiques ont été réalisées, notamment après la crise financière de 2008, et la loi « hôpital-patients-santé-territoires » de 2010. Fermetures de lits d'hôpitaux, investissements minimums, facturation en hausse pour les patients, gestions économiques et humaines copiées/collées des entreprises du CAC 40.

Si ce rappel, non exhaustif, n'apprend rien aux retraités que nous sommes, il peut être utile à celles et ceux étonnés par la saturation de nos services de réanimations ou interloqués par les manques actuels de protections basiques comme les masques... Et pourtant avec cette crise sanitaire, s'exprime fortement le besoin d'un service public, dans la santé et au-delà de certaines activités qui devront être placées en dehors des lois de marchés financiers.

Situation des hôpitaux : Voir (entres autres) dans le dernier journal de l'UFR l'interview de Christophe Prudhomme, médecin urgentiste et militant CGT.

La gestion aux coups par coups du confinement trouve ses origines dans ces choix politiques de santé accentués par les gouvernements successifs. Ce sont aussi ces choix qui expliquent la situation catastrophique vécue par les résidents des EHPAD. Là encore depuis la canicule de 2003, nous sommes en attente d'une loi « grand âge ». Seule la suppression du lundi de Pentecôte est advenue et l'inflation des coûts à la place est exponentielle. L'expression unitaire des huit organisations syndicales et de retraités ouvre des perspectives d'actions à venir pour une société solidaire à l'égard de ses aînés.

Les EHPAD : Voir sur les sites internet de l'UFR les expressions récentes de l'UCR et des 8 organisations de retraités.

Les personnes les plus pauvres sont aussi parmi les premières victimes, comme en témoigne la mortalité en Seine-Saint-Denis ou pire encore aux Etats-Unis. Qu'en sera-t-il en Afrique ou d'autres régions du monde dans quelques semaines ? Le pire est à craindre tant sur la vie des gens que sur leurs conditions sociales. En France, bien que mis à mal depuis des décennies, les conquits sociaux démontrent leur bien fondé et la nécessité de les renforcer.

Des paroles et des actes

Selon Macron : « en toute humilité, reconnaissons nos failles, sortons des sentiers battus et des idéologies, rien ne sera plus comme avant et nous retrouverons des jours heureux... ». Des jours heureux pour qui ?

Pour les actes et pour l'heure, ce sont les salariés qui sont mis à contribution. A commencer par celles et ceux qui, malgré le confinement et le fait qu'ils ne travaillent pas pour répondre aux besoins immédiats de la population, doivent se rendre au travail « quoiqu'il en coûte » pour eux et leurs proches. La CGT, la Fédération de la Métallurgie CGT en particulier et les syndicats, ont pris toutes les initiatives d'actions, y compris juridiques, pour dénoncer et stopper cet état de fait. A l'inverse et notamment après l'intervention de Macron du 11 avril, les employeurs redoublent d'efforts pour rouvrir le maximum d'entreprises. Pour cela ils viennent de trouver appui auprès du Conseil d'Etat qui rejette les demandes d'injonction de la Fédération.

Le gouvernement par ordonnance et l'UIMM par accords dans la branche et d'entreprises de la métallurgie, se sont empressés de ressortir l'arsenal du « travailler plus » et, pour ce faire, rognent encore un peu plus le code du travail. Durée du travail, RTT, congés payés sont au bon vouloir des patrons au moins jusque la fin de l'année.

110 milliards d'aides publiques avec priorité à la relance de l'économie du pays et permettre aux entreprises de retrouver leur compétitivité. Le ministre de l'économie les invite à ne pas verser de dividendes aux actionnaires. Mais là ni ordonnance, ni contrôle. Ce qui est sûr, c'est que ce sont les salariés et les retraités qui risquent de payer la facture si l'on ne fait rien.

Quelques paroles présidentielles sur « les premiers de cordées » seraient à mettre au positif comme par exemple la revalorisation des salaires des personnels de santé, l'importance du rôle des services publics, la reconnaissance de certains métiers déconsidérés... Mais les premiers actes se traduisent par une prime exceptionnelle ce qui est loin des revendications exprimées depuis des mois par les intéressées. Sortez de votre idéologie libérale tout de suite Monsieur le Président !

Expressions et actions de la Confédération et de la Fédération : voir leurs sites internet respectifs

Et nos retraites ?

Ce dernier weekend quelques voix (Legendre de LREM et Berger de la CFDT) se sont accordées pour dire que le sujet de la réforme n'est plus d'actualité. Cendra Motin, députée LREM et rapporteuse de l'un des volets de la réforme vient de déclarer : « *Le sujet est maintenu en vie pour que ce ne soit pas enterré. Mais ça va juste être très compliqué de retrouver un moment politique. Je ne sais pas comment on va faire* ».

Si Macron et le patronat hésitent à maintenir ce changement de système de retraite c'est aussi pour deux raisons. D'abord, le recul important du PIB impacterait le budget des retraites du fait de la règle d'équilibre à 14% du PIB. La deuxième raison est que la réforme a pour objectif de muter vers un système de capitalisation. Or avec la crise économique et financière actuelle, on assiste à une chute des marchés financiers dans différents pays comme les Pays-Bas, le Danemark, la Grande Bretagne ou les USA, impactant la majorité des retraités du fait que leur niveau de retraite dépend des fonds de pensions. Cette situation conforte la position de la CGT pour un retrait de cette réforme de retraite par point.

Face à la crise, la sécurité sociale est perçue comme un enjeu majeur de solidarité et de réponse aux besoins de santé pour tous. Or le gouvernement, par la multiplication des exonérations sociales pour les entreprises et de leur non compensation par l'Etat, conduit l'ACOSS (Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale) à emprunter sur les marchés financiers pour 70 milliards d'euros. Cette dette ne saurait justifier une reprise des politiques d'austérité quand nous serons sortis de cette crise sanitaire.

Confiné(es) mais plus que jamais CGT pour porter un changement de système !

Il nous est très difficile d'échapper, dans la période, à la pression médiatique et nul doute que celle-ci va encore s'accroître dans les semaines à venir. Il est donc important de prendre toutes les dispositions, d'être en veille sur les expressions et les initiatives proposées par la CGT et ses organisations, comme il est important de relayer celles-ci auprès de nos syndiqué(es) retraité(es) de la métallurgie.

Par exemple, organiser des rencontres téléphoniques dans les sections UFR, maintenir les liens avec les syndicats d'actifs, les USTM, les USR. Faire cela c'est notre pratique militante mais c'est aussi au passage prendre tout simplement des nouvelles de nos camarades.

En cette période compliquée, la question de la vie syndicale, des cotisations, de la syndicalisation, de la communication est nécessaire pour ne pas laisser le patronat et le Gouvernement prendre des mesures de recul social et de démocratie.

Plus que jamais prenons soin de chacun et chacune et de notre UFR CGT.

Bien fraternellement à toutes et tous.

L'UFR CGT Métallurgie